

CONSEIL GENERAL D'INDRE-ET-LOIRE

Répertoire numérique de la sous-série 257 J

FONDS DOCKS DE FRANCE

par Catherine LECLERCQ
attachée territoriale

sous la direction de
Lydiane GUEIT-MONTCHAL
conservateur en chef du patrimoine
directeur des Archives départementales d'Indre-et-Loire

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
CHAMBRAY
2016

INTRODUCTION

DATES EXTREMES : 1923-2005

IMPORTANCE MATERIELLE : 11 m.l

HISTORIQUE

La société à succursales **DOC** est fondée en 1906 par Ernest Toulouse. Les entrepôts principaux se situent à Tours 242 avenue de Grammont. 2 sous-sièges seront créés en 1930 à Angers, puis à Orléans en 1942. Les 3 entrepôts sont reliés directement par le chemin de fer. L'entrepôt de Tours comprenait 10 services : épicerie, denrées périssables, cave, mercerie et ménage, transports, technique, commercial, comptabilité, contentieux, économique et social. Il livrait aux 429 maisons de ventes, 329 ont le statut de succursale, 120 sont des monopoles.

La succursale remonte à l'antiquité, la première fut créée par une famille babylonienne. Au moyen-âge, le système se développe dans le commerce et la banque dans les pays nordiques, le monde musulman et en occident où les Médicis ont joué un rôle essentiel en méditerranée.

À la fin du XIXe siècle et au début du XXe, la révolution industrielle s'accompagne d'une révolution commerciale, le petit commerce va disparaître pour laisser place aux grands magasins et les maisons à succursales multiples. Auparavant, l'acheteur venait à l'échoppe de l'artisan, commandait tel ou tel travail, prenait telle ou telle denrée. À partir de cette époque, c'est le producteur qui va voir directement le consommateur pour l'inciter à venir acheter. Les commerçants se sont alors livrés à une course à l'acheteur et à une concurrence effrénée. C'est dans ce contexte que s'est développé un autre type de succursalisme dit multiple, précisément par ce qu'il est constitué par les maisons à succursales multiples. En France, la première fut « Les établissements économiques des sociétés de secours mutuels », créée à Reims en 1866. Après des débuts difficiles, elle se développa et, quelques années plus tard, elle possédait déjà 25 à 30 succursales. Cet exemple fut suivi par d'autres commerçants. Ainsi, plusieurs entreprises à succursales ouvrirent à Reims, les plus connues furent les établissements Goulet-Turpin et les établissements Mauroy. Le département français de la Marne fut donc le berceau des maisons d'alimentation à succursales en France. Le succursalisme alimentaire se répandit ensuite dans le reste de la France. Ce fut d'abord le tour de la Picardie, avec la création de « la Ruche Picardie » à Amiens et celui de la Normandie (ouverture en 1895 des « Économiques de Normandie »). Puis ce fut le tour du Nord, avec la création des établissements Wibault à Sin-le-Noble. Dans les années qui suivirent la guerre de 1870, le mouvement succursaliste s'amplifia et atteignit la France entière. Alors, toutes les localités importantes virent naître des sociétés d'alimentation à succursales multiples, notamment dans l'Ouest, le Centre, le Midi et surtout la Loire, où se créèrent en 1898 d'importantes sociétés d'alimentation. Kamal Lagtati « les succursales en droit international et européen, université d'Auvergne, Clermont-Ferrand 2011.

Le monopole ou monopole de fait est une situation économique dans laquelle il n'existe pas de concurrence du fait de l'extrême puissance d'une entreprise qui impose ses

établissements Fosse par la société des établissements François, nomme Eugène Fosse administrateur délégué, l'autorise à retirer les fonds du compte souscripteur, délègue André Momméja à *l'effet de faire la déclaration d'existence de la société au bureau de l'enregistrement, de contracter un abonnement pour le timbre des actions et de prendre tous engagements à cet égard, de signer tous registres, pièces et de faire le nécessaire...*

Les réunions du conseil étaient mensuelles jusqu'avant la seconde guerre mondiale, permettant un suivi assidu des ventes, de la situation de toutes les succursales, de l'évolution du chiffre d'affaires et le règlement immédiat des difficultés ou problèmes évoqués. On peut noter à la lecture des procès-verbaux de séance l'extension du réseau de vente avec des ouvertures régulières de magasins dans le grand Sud-Ouest de la France.

La séance du 17 octobre 1939 évoque les tensions internationales et les rumeurs de guerre. *«les recettes augmentent dans des proportions tout à fait anormales. La mobilisation générale du personnel masculin oblige le recrutement des femmes à moindre coût [...]»*

La personnalité des membres du conseil d'administration

La majorité des membres du conseil d'administration étaient des propriétaires de sociétés industrielles qui, associés à la SAEF, pouvaient écouler leur production par son réseau de vente directe, très étendu. La SAEF vendait toutes sortes de produits aussi bien alimentaires (épicerie, produits frais, conserves) qu'utilitaires (droguerie).

Les chocolatiers Theodor Tobler et son cousin Emile Baumann

En 1908, les chocolatiers Theodor Tobler et son cousin Emile Baumann inventent le *toblerone* après un voyage en France durant lequel ils ont goûté du nougat. C'est la première barre chocolatée de l'histoire, la recette est brevetée le 29 mars 1909.



Theodor Tobler
1871-1941

En qualité de vice-président du conseil d'administration de la SAEF, il propose à la séance du 29 février 1924 que ces produits aient une place prépondérante dans les ventes, il insiste sur le fait que «*la réclame basée sur la psychologie de l'acheteur est le grand moyen commercial*». Il envisage un système de primes à la vente. Il réitère au cours de la séance du 18 novembre 1924, le conseil «*pense qu'il faut poursuivre l'éducation du client en particulier pour le chocolat Tobler et pour le cacao..., la dégustation pourrait aider à la diffusion du produit*». Il démissionne en février 1939.

Armand Rodel, président du conseil d'administration

Extrait de l'annuaire des contemporains, notices biographiques, établi sous la direction de Robert Burnand, archiviste paléographe, maison Ehret, G. Duffy, éditeur, librairie Delagrave, rue Soufflot, Paris, 1924

RODEL (Armand), conseiller du Commerce extérieur ; membre de la Chambre de Commerce de Bordeaux.
33, rue du Jardin-Public, Bordeaux.
Chevalier de la Légion d'honneur ;
Croix de guerre. Officier d'Académie.
Industriel (fabrique de conserves alimentaires).

La maison Rödel créée en 1824 à Bordeaux se lance très rapidement dans la conservation et a vente de la sardine en conserve très prisée en Angleterre et dans les colonies. Armand Rödel, membre du conseil d'administration dès la création de la société, démissionne le 7 novembre 1930. Il est remplacé par Émile Fosse.

Le procès-verbal de la seconde séance fixe la rémunération de certains membres du personnel, décide d'étudier les contrats avec les gérants de succursales, constitue un comité de direction où sont représentées les maisons alliées à la constitution de la société anonyme des établissements François et un comité consultatif composé de Messieurs Eschenauer, Bigeon et Tessandier.

La société Eschenauer est créée en 1821 par Louis Eschenauer, alsacien installé à Bordeaux qui se lance dans le négoce du vin. L'entreprise devient Echenauer, Benecke et Compagnie en 1835, puis Echenauer et compagnie en 1874 en s'alliant à Alexandre Wachter. Elle devient et restera l'une des plus importantes maisons de négoce sur la place de Bordeaux jusqu'à aujourd'hui. A la fin des années 1890, la société acquiert des châteaux dans les terres des Graves.

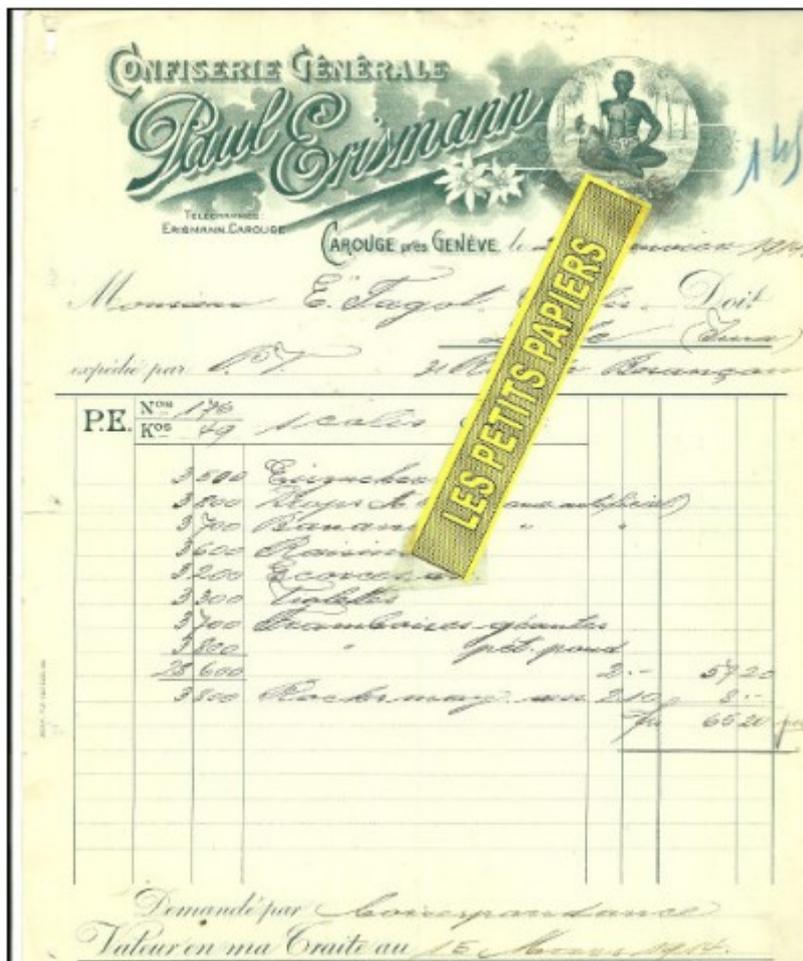
Monsieur Eschenauer, membre du conseil d'administration de la première heure, démissionne en mars 1929 pour s'occuper pleinement de sa société.

La biscuiterie Teyssandier se situait à Bordeaux dans le quartier de la Palus longeant la Garonne : <http://bacalanstory.blogs.sudouest.fr/archives/category/usines>

La crise financière de 1924 est évoquée au cours de la séance du 13 août 1924 dont l'impact s'est ressentie auprès des industriels de façon modérée (sociétés Talencia et Tobler). La SAEF s'allie avec d'autres sociétés prestigieuses comme la **confiserie Erismann à Genève**.

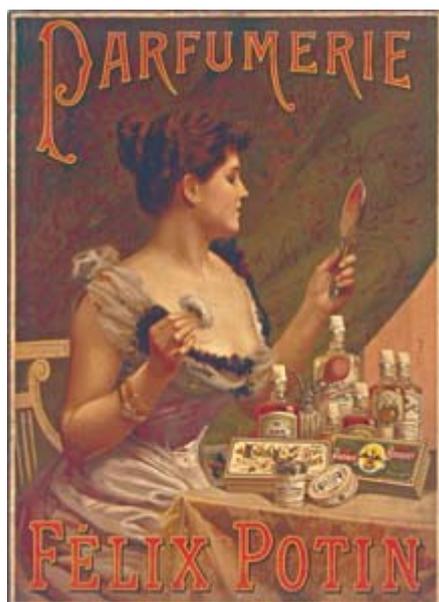


Ancienne tirelire, boîte en fer blanc à bonbons Erismann Genève-Bordeaux-Bruxelles.



Des pourparlers sont engagés en décembre 1925 avec la société Félix Potin pour vendre ses produits et éviter une trop grande concurrence.

Félix Potin ouvre une première boutique en 1844 à Paris. A l'instar des grands magasins, les prix sont fixes et affichés. Il crée son propre réseau d'approvisionnement puis ses usines de production dans le quartier de la Villette pour réduire les coûts au maximum. En 2016, la société existe toujours sous son nom d'origine.



Les magasins de la **société Maury** sont mis sous gérance de la SAEF en 1929. L'année suivante Monsieur Maury se désengage sous certaines conditions : *«il ne peut pas s'installer à moins de 500 mètres des magasins de la SAEF, ne peut créer que des petits magasins employant au maximum 3 personnes»* (extrait de la séance du 7 novembre 1930).

Jean Maury, membre puis président du conseil d'administration décède en 1961, il est remplacé par Monsieur Marzat.

Les moyens d'action de la société

Le patrimoine

Selon un document non daté joint à un procès-verbal de séance de l'année 1949, la SAEF était propriétaire de 37 immeubles à Bordeaux et dans le Sud-Ouest de la France acquis entre 1921 et 1948 utilisés comme magasins ou entrepôts. Dans les années 1950, l'ensemble de ces locaux sont réhabilités et modernisés.

En 1960, la SAEF vend à la société Guyenne et Gascogne plusieurs immeubles et fonds de commerce pour une valeur de plus de 400 000 nouveaux francs, afin d'en acquérir d'autres les années suivantes situés dans des zones plus urbanisées ou en souscrivant des parts dans des sociétés civiles immobilières.

L'assise financière

Le chiffre d'affaires est systématiquement évoqué au cours des réunions. Il n'a cessé de progresser d'année en année même pendant la crise économique de 1929, les résultats de l'exercice 1930-1931 est de 1 808 577,28 francs contre 1 118 172,64 francs pour l'exercice précédent soit une augmentation de 61% mais les administrateurs prudents décident de ne pas distribuer de dividendes. (séance du 26 novembre 1931). Les augmentations de salaires, les frais générés par la mise en place d'une nouvelle comptabilité provoquent une baisse des résultats des exercices budgétaires à partir de 1936, la situation est assez préoccupante en 1938. L'année suivante, le conseil décide de demander un découvert auprès du Crédit Suisse à Zurich.

Au cours de la séance du 28 mai 1940, le conseil décide une réunion extraordinaire de l'assemblée générale pour approuver une augmentation de capital de 4 128 500 francs. Il faut noter que le procès-verbal conservé dans le fonds est l'original signé de chacun des membres. En 1959, le capital s'élève à 807 590 nouveaux francs répartis en 4 865 actions de 166 nouveaux francs.

La publicité

En mars 1924, la SAEF signe un contrat avec l'agence Havas, celle-ci devient associée, membre du conseil d'administration et prend l'exclusivité de la publicité dans les journaux et magazines. Les feuilles publicitaires appelées « circulaire » puis « prospectus » sont distribuées au domicile des habitants. En 1931, le conseil préconise la publicité dans les cinémas et sur les voitures.

Le développement des méthodes de vente et le rayon d'actions de la SAEF

Le conseil décide au cours de la seconde séance de créer une friterie. L'ensemble des magasins disposent d'un bloc frigorifique situé rue Buffon à Bordeaux qui sera remplacé en 1931 par un système moins important et moins onéreux (séance du 28 juillet 1931).

Un voyageur (ou commercial) sillonne la région en voiture ; un camion-magasin est installé sur les marchés de la région de Bergerac (séance du 2 juillet 1924). La vente sur le trottoir devant les magasins est mise en place (séance du 10 septembre 1924), pour un meilleur accueil des clients aux étals de vente sur le trottoir, une marquise ou auvent est construite devant la succursale du cours d'Alsace et Lorraine à Bordeaux.

En 1929, les magasins proposent des plats cuisinés ; les encarts publicitaires appelés « circulaire » sont distribués au domicile des habitants.

Pour fidéliser la clientèle, la distribution de timbres Super-Or est lancée mais arrêté rapidement (séance du 30 mai 1934), par ailleurs, une étude menée à Paris sur l'évolution des nouveaux magasins incite les administrateurs à créer des magasins **Uniprix** à Bordeaux (séance du 23 février 1933). En pleine crise financière, les Nouvelles Galeries à Paris lancent en 1928 une génération de magasins à bas prix appelés Uniprix, d'autres enseignes de même gamme arrivent comme Monoprix et Prisunic.

Des démarches sont faites auprès de la société suisse **Migros** pour la vente des produits alimentaires par camions. Ce procédé arrive à Zurich en 1925, interdit en Allemagne et en France, les maires peuvent interdire la vente au déballage (séances des 18 juillet et 30 octobre 1933).



Source : <https://www.migros.ch>

En 1933, des grands magasins **Aux Dames de France** et la **Dame Blanche** sollicitent la SAEF pour développer un rayon alimentaire dans leurs magasins.



Source : http://www.mes-annees-50.com/aux_dames_de_france_toulon.htm

En 1934, des négociations sont lancées auprès de la sucrerie François pour obtenir des prix aussi attractifs que ceux appliqués par la sucrerie Say.

En 1939, le département des vins est installé avec la construction de cuves et l'installation d'un bloc frigorifique spécifique (séance du 28 février 1939).

Les statistiques

En 1926 est évoquée la situation de chacune des succursales, le conseil d'administration souhaite un contrôle de celles-ci, en mettant en place la donnée statistique et l'inventaire. (les inventaires des succursales sont classés sous la cote 257J).

Les relations avec le personnel

Tout employé devait remplir une fiche individuelle :

SUCCURSALE

FICHE INDIVIDUELLE

à établir pour tout nouvel employé entrant dans les Etablissements

Date d'entrée _____	V
Nom de Famille ⁽¹⁾ _____	Femme _____
Marié avec ⁽²⁾ _____	
Prénoms _____	
Adresse _____	
Nourri _____	Logé _____
Emploi _____	Nationalité _____
Salaire _____	Situation de Famille _____
Marié le _____	<small>(Célibataire, Marié, Veuf, Divorcé ou vivant en concubinage).</small>
Né le _____	à _____

Cette fiche devra être envoyée sans retard à la Direction. Elle sera ensuite retournée à la Succursale qui la conservera jusqu'au départ de l'Employé.

Un restaurant d'entreprise est ouvert en 1928, il propose « *une nourriture très saine à des prix modérés et facilite le recrutement de personnel* » (extrait de la séance du 12 novembre 1928).

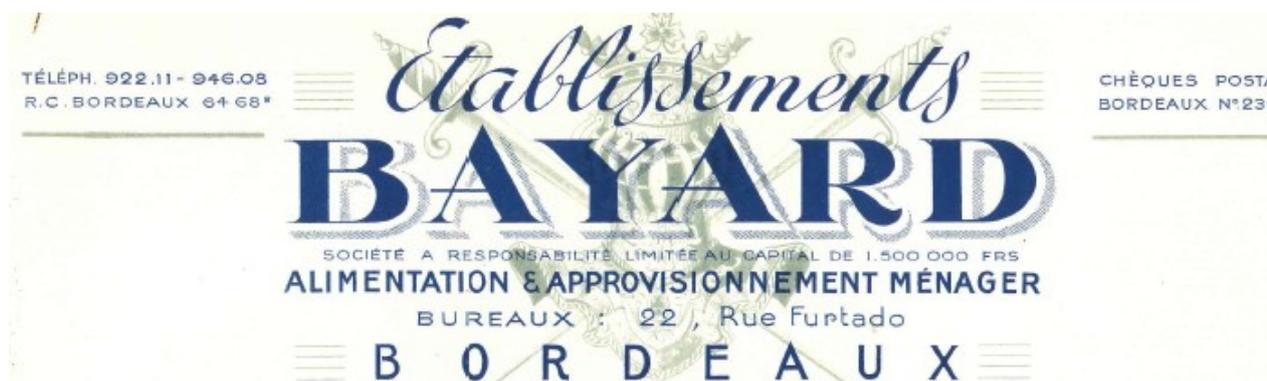
En 1929, dans le respect de la législation sur les assurances sociales, le conseil approuve l'affiliation du personnel de la société à la mutuelle Töbler et la constitution d'une caisse primaire.

Un différend avec la direction provoque un mouvement de grève parmi le personnel (séance du 17 décembre 1930). Un autre mouvement de grève a lieu en juin 1936 donnant lieu à un accord sur les salaires.

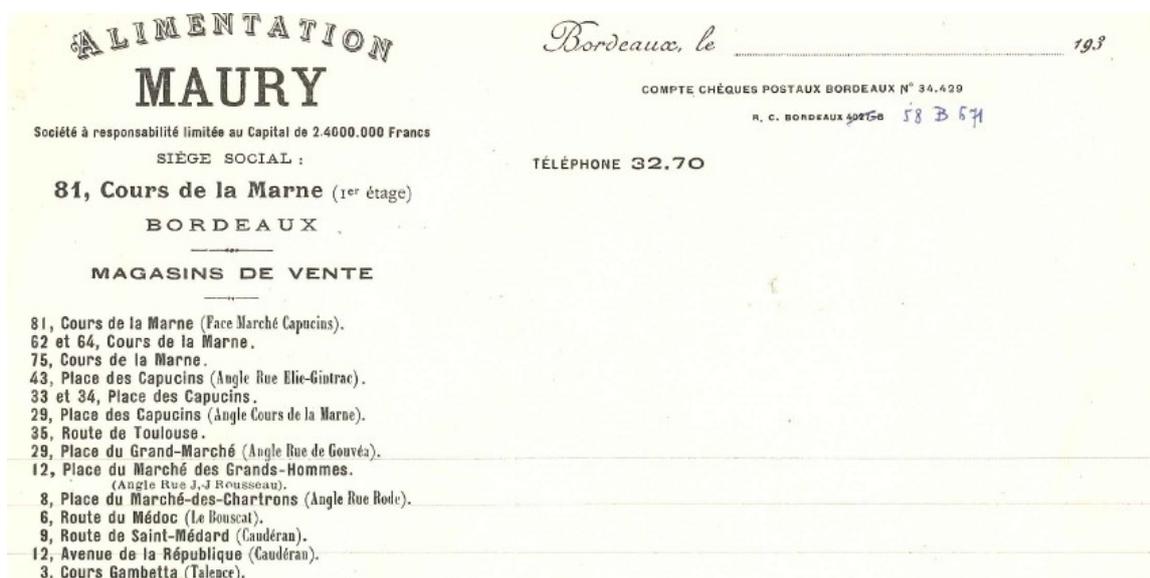
En 1955, le conseil étudie la situation du personnel partant à la retraite. Les charges de cotisation à une caisse de retraite sont trop lourdes pour un employeur, il est envisagé de donner des « secours » ou de l'argent.

Les actes notariés

Les épiceries locales cédées aux succursales tombent au fil du temps dans l'escarcelle de la SAEF, abondant ainsi son patrimoine immobilier et commercial. L'ensemble des sociétés citées ci-dessous ont fusionné avec la SAEF en 1965. Les actes notariés ont été collationnés collectivement par Jean Begué, notaire à Bordeaux, le 13 août 1965.



Monsieur Maury, épicier à Bordeaux en 1924, créé les établissements Bayard (257J3-4) en 1939. Il doit fermer ses magasins en novembre 1943 à cause des bombardements. Son entreprise, intégrée dans la SAEF, est radiée du registre du commerce en 1965. Il gère également la société anonyme à responsabilité limitée Maury (257J5) créée par la SAEF jusqu'à la fusion des deux sociétés.



La société anonyme des établissements Octave Michelet et fils est une «*exploitation commerciale d'achat, de vente, de réception, de manutention, de conservation, d'expédition de tous produits, denrées, marchandises alimentaires, liquides, vins et spiritueux et spécialement des produits de toute nature connus sous le nom monopolisé de produits Félix Potin*» (extrait des statuts du 14 novembre 1922). Les membres du conseil d'administration siègent également à la SAEF. La société est absorbée par la SAEF en 1939 par l'apport des biens mobiliers et immobiliers.



REGISTRE DU COMMERCE
BORDEAUX N° 6.422 B

TÉLÉPHONE : 856.66

MONEDOR

CHÈQUES POSTAUX
BORDEAUX N° 607.79

TÉLÉPHONE : 856.66

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 650.000 FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 150, RUE S^TE-CATHERINE, BORDEAUX

La société anonyme à capital et personnel variables dite société coopérative le Foyer est fondée à Bergerac en 1919 dans l'esprit de la loi du 7 mai 1917 qui indique que le but des coopératives notamment alimentaires est de protéger les consommateurs contre les spéculations financières qui obèrent le coût de la vie. Selon la convention passée avec les établissements François en 1924, ceux-ci assument toutes les charges de la coopérative, transformée en société à responsabilité limitée en 1944 puis en société anonyme en 1964. Le capital social est divisé en 400 actions de 100 francs, les deux gérants sont remplacés par les membres du conseil d'administration pour gérer et administrer la société.

Coopérative d'Alimentation et de Produits pour l'Agriculture

LE FOYER

Société anonyme à Personnel et Capital variables

27, Rue du Marché — BERGERAC

SUCCURSALE

SOBOVAM, société civile immobilière créée par la SAEF et les Docks de France dont le siège social se situe dans les locaux de la SAEF à Bordeaux. Les Docks acquièrent 90% du capital social en 1968, elle est dissoute en 1969.

GROUPE DOCKS DE FRANCE

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇO

Sociétés du Groupe :

Sté Docks de France
DF

Sté des Supermarchés Doc
SMD

Compagnie Superdoc
CSD

Sté Toulousaine de Magasins
STM

Sté Doc-Lefroid
SDL

Adm/GB/RP

Talence, le 26 Janvier 1970

Monsieur R. FOUET

Liquidateur de la

SO BO V A M

L'implication du groupement d'achat Paris-Doc puis Docks de France

On trouve trace des relations d'affaires entre la SAEF et les DOC dans la séance du 6 mai 1929. Le nom de Monsieur Toulouse apparaît pour la première fois dans la séance du 13 mai 1931.

Les registres d'inventaires des succursales classés 257J15-22 sont une véritable photographie du réseau des Docks de France, 233 succursales sont dénombrées entre 1916 à 1923. Les quatorze premières succursales se situent à Tours dont la première 67 rue Colbert ; puis dans l'ensemble du département et des départements limitrophes, l'Indre, le Maine-et-Loire, le Loir-et-Cher, le Loiret, dont 120 à Orléans (n°101 à 120), la Vienne, 9 à Poitiers (n°131 à 139), la Creuse, le Cher, 10 à Bourges (n°201 à 210).

Ces registres ne font pas état de l'inventaire mobilier mais seulement financier dans chacune des succursales. Pour la période 1916-1923, ils sont établis en 2 exemplaires consignnant les mêmes informations, à savoir la date de l'inventaire, le *doit rester en magasin* suivant le grand

livre, le reste en magasin à l'inventaire, l'excédent, le déficit, le nom de la personne ayant établi l'inventaire et des observations.

Des succursales sont créées après 1923 dans la Sarthe au Lude (n°241) et à Pontvallain (n°246), portant le nombre à 257 (257J18). 350 succursales fonctionnent jusqu'en 1952. Le registre coté 257J19 contient la liste complète des succursales arrêtée au dernier inventaire de 1933 et fait apparaître un décalage de numérotation des succursales : on passe du numéro 348 à 1000 qui est symboliquement une succursale située rue Nationale à Tours, ouverte le 9 mai 1931.

N°	LOCALITÉS	Nature o. s. R.	Date au dernier inventaire	Résultat		Person nom					Réglement
				Exc.	Manq.						
1	TOURS	D	6-3-33	3.780,00							
2	---	O	11-11-33	4.030,00							
3	---	O	10-11-33	3.014,00							
4	---	O	26-1-33		432,00						arrêté au 2/3/33
5	---	R	13-1-33	275,55							
6	---	O	11-6-33	1133,60							
7	---	O	9-1-33	1847,90							arrêté du compte en cours
8	---	O	21-11-33	2.102,75							
9	---	O	10-11-33	1.122,00							
10	---	O	13-2-33	230,05							
11	---	O	22-1-33		38,77						
12	---	A	17-2-33	3.779,30							
13	---	O	14-2-33	2.024,31							
14	---	O	12-3-33	1.203,00							
15	LOCHES	O	10-1-33	46,45							
16	BEAULIEU	A	10-3-33	1674,60							
17	CHAT-la-VALLIÈRE	O	12-1-33	1144,20							
18	VIERZON	O	11-5-33	4738,85							
19	CINQ-MARS	R	10-3-33	320,45		916					
20	SAUMUR	A	14-12-33	160,30							
21	BEAUGENCY	O	13-3-33	216,05							
22	SAINTE-MARCEL	A	13-1-33	3843,1							
23	SAINTE-GEORGES	O	10-11-33	2767,35							
24	VIVONNE	O	17-1-33	1127,65							
25	AMBOISE	O	10-5-33	1730,00							
26	---	O	19-1-33	1116,00							
27	MONTMORILLON	O	16-1-33	676,30							
28	ARTANNES	O	15-11-33	220,75							
29	LE BLANC	O	9-12-33	888,90							
30	CHATILLON-sur-IND.	O	10-11-33	283,70		91-5					arrêté de compte en cours.
31	BUZANÇAIS	O	11-11-33	835,41							
32	MONTREUIL-BELLAY	O	1-1-33	2035,55		30-5					
33	CHATEAUROUX	A	12-3-33	1791,26		11-5					
34	---	O	17-10-33	194,41							
35	CHATEAU-DU-LOIR	O	1-5-33	1700,05							
36	SAVONNIÈRES	O	1-3-33	1307,00		11-5					
37	FONDETTES	O	17-6-33	132,33							
38	L'ILE-BOUCHARD	O	11-12-33	114,05							
39	ST-ÉPAIN	A	12-4-33	477,00		11-6					
40	MONTRICHARD	O	17-3-33	117,65							
41	BLERE	O	1-5-33	1211,91							
42	SAINTE-AIGNAN	O	10-11-33	3796,00							
43	VATAN	O	11-11-33	1137,70							
44	ROMORANTIN	R	1-5-33	1117,40							
45	SAUMUR	A	10-3-33	360,50							
46	VIERZON	O	12-3-33	584,15							
47	CHATEAUROUX	A	12-3-33	1121,95							

Les fiches du personnel de la SAEF et des Docks de France

C.P.	A.O.	DEC.	NOV.	OCT.	SEPT.	AOÛT	JUIL.	JUIN	MAI	AVRIL	MARS	FÉV.	JANV.
------	------	------	------	------	-------	------	-------	------	-----	-------	------	------	-------

FLANCO-PARIS

Nom [REDACTED] No Immatr. 16.3300484.5
 Prénoms Gaston No Embauch. _____
 Adresse [REDACTED]
 Emploi Chel. Nationalité Française.
 Salaire limite _____
 Pour les femmes mariées, écrire le nom de jeune fille en le faisant suivre de : femme X, veuve X.

RENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS

Entré le 13 Juin 1932 Venant de _____
 Sorti le 30 Juin 1932 Motif du départ _____
 Situation militaire _____
 Salaires en espèces _____
 Salaires en nature _____
 Observations _____

ÉTAT-CIVIL

Né le [REDACTED] à [REDACTED]
 Célibataire Oui. Marié le _____
 Enfants né le _____ né le _____
 né le _____ né le _____
 né le _____ né le _____

ASSURANCES SOCIALES

Mutualiste _____
 Retraité _____
 Caisse répartition _____
 Caisse capitalisation _____

Salaires	En espèces	Montant	Employeur	
de base	En nature	Cotisation	Employé	
Total		Total		

Feuillet trimestriel reçu avec frs _____ rendu avec frs _____ (en timbres)
 Carte annuelle reçue avec frs _____ rendue avec frs _____ (en timbres)
 Observations _____ Signature de l'Assuré _____

ARCHIVES

Faire précéder la signature des mots « Lu et approuvé » écrits de la main de l'intéressé.

Date	Nature Pièces	N° de Classement	Date	Nature Pièces	N° de Classement

Les fiches sont classées par ordre alphabétique. Il existe deux collections, l'une du personnel sorti avant 1967, l'autre du personnel sorti après 1967, le choix est de regrouper les fiches par ordre alphabétique pour former une homogénéité dans le temps de tous les corps de métiers. Les fiches ne sont pas toutes identiques, certaines contiennent la photographie de la personne avec des informations personnelles (nombre d'enfants), sur la caisse de retraite et les états de service, d'autres peuvent être complétées de bulletins de salaire et de fiches de pointage - elles s'apparentent alors à des fiches comptables, d'autres enfin comportent des renseignements professionnels (« entré le », « sorti le », salaires), sur l'état civil, sur les assurances sociales, sur l'archivage de la fiche et au dos le montant du salaire et des primes.

En 1967, la SAEF crée avec la société des Docks de France la Société anonyme des supermarchés François. La délibération du conseil d'administration du 26 janvier 1967 détaille le cautionnement solidaire : « la société des supermarchés François, filiale à 60% de la SAEF, a un programme de développement important en cours de réalisation, ce programme nécessite des ressources financières qu'elle ne peut se procurer qu'en fournissant des garanties que seules les sociétés mères, la société des Docks de France (40%) et la société François peuvent offrir sous forme de cautionnement solidaire ».

Les Docks de France sont représentés au conseil d'administration de la SAEF par Henri et Robert Toulouse, ce dernier est nommé vice-président du conseil. 6 supermarchés fonctionnent en 1968 sous l'enseigne SUMA. Le conseil d'administration décide en 1969 de « *vendre les petites succursales inférieures à 120 m² pour se consacrer uniquement à l'exploitation de grandes surfaces* » (séance du 11 février 1969).

Parallèlement, Immobilière Super Marchés et la Société bordelaise mixte de construction et d'urbanisme, sociétés civiles spécialisées pour l'achat de terrains, la construction de supermarchés ainsi que leur location, agissent pour la SAEF et Docks de France à Toulouse, Bordeaux (magasin de 5 144 mètres carrés), Mérignac et Talence (257J14).

En 1994, le groupe fête le 25^e anniversaire des supermarchés Mammouth. La direction générale de Docks de France Informatique s'installe dans de nouveaux locaux près du siège social à Tours, la filiale américaine ouvre un magasin Lil'Champ dans l'agglomération d'Orlando, en Floride. A Teruel en Espagne, s'ouvre un Super Sabeco d'une surface de 2 600 m². (257J82 : bulletin du groupe, numéro 58 du mois de septembre 1994).

En juin 1996, le groupe Auchan lance une offre publique d'achat (OPA), sous forme d'une offre d'acquisition payable au comptant, sur le groupe Docks de France alors qu'il détient 14,7% des droits de vote. La famille cède ses actions d'un montant supérieur à leur valeur.

AGDF
ACTIVITÉS
GROUPE
DOCKS
DE
FRANCE

Groupe
Docks de France

Miami

mammouth

ATAC

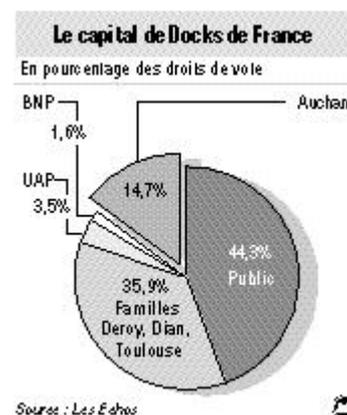
Suma

Rando

Bonne rentrée 1994-95

Numéro 58 - Septembre 1994

DOCKS DE FRANCE OUEST - DOCKS DE FRANCE PARIS - DOCKS DE FRANCE RUCHE PICARDE
DOCKS DE FRANCE COFRADEL - DOCKS DE FRANCE CENTRE - SABECO - LIL'CHAMP/FOOD STORES inc
SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS



Les Échos, 9 juillet 1996

MODALITES D'ENTREE : Don.

MODALITES D'ACCES ET DE REPRODUCTION : sur autorisation du directeur des Archives départementales.

BIBLIOGRAPHIE

ZANCARINI-FOURNEL (Michelle)

« La famille Casino, 1920-1960 », in Yves Lequin et Sylvie Vandecasteele (dir.), *L'usine et le bureau, itinéraires sociaux et professionnels dans l'entreprise, XIXe et XXe siècles*, Lyon, PUL, p. 57-79, 1990

« A l'origine de la grande distribution, le succursalisme : Casino, Saint-Etienne », 1898-1948, *Entreprises et histoire*, n°4, p. 27-39, 1993

« Casino, Saint-Etienne, une entreprise à main-d'œuvre stabilisée (1898-1960) », *Bulletin du Centre Pierre Léon*, n°2-3, *stratégies et marché du travail*, p. 65-77, 1994

SOURCES COMPLEMENTAIRES

ARCHIVES DEPARTEMENTALES D'INDRE-ET-LOIRE

Série J

Fonds Novello

88J164-165 : construction bâtiments et bureaux, construction de l'entrepôt sur le site du Men-ton, extension du bâtiment frais

Série W

Archives des services chargés des aides aux entreprises

1807W75 : préretraite progressive (1994), 1807W83 (1995)

Archives des services chargés du travail

Contrôle des établissements de plus de 50 salariés

1322W161, 1663W20, 83,1 1745W25, 1809W : Docks de France

1322W188, 302, 1360W193, 254: Mammouth

1322W244: SUMA

1663W177: Auchan

Archives des services déconcentrés de l'Etat chargés de la reconstruction

302W436 : Docks de France

Archives des services déconcentrés de l'Etat chargés de la répartition des dommages de guerre

301W358-362 : Docks de France, dossier n° HD115DS, 301W919 : HD1036Z

301W363 : succursales et château des Termelles à Abilly, propriété des Docks de France occupée par les autorités allemandes

Fonds de la conservation des eaux et forêts

Exploitation de la forêt d'Amboise

1014W66 : dossiers des relevés des balivages et des livraisons, Docks de France

Sites internet

Histoire du groupe Casino entre 1898 et nos jours

<http://www.groupe-casino.fr>

Société GB-BSN-Danone, fonds audiovisuel

<http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr>

PLAN DE CLASSEMENT

257 J 1	Statuts et gouvernance
257 J	Patrimoine
257 J	Finances
257 J	Personnel
257 J	Communication

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE

STATUTS ET GOUVERNANCE**Société anonyme des établissements François, (SAEF)**

257 J 1	Statuts enregistrés devant notaire.	1923-1924
257 J 2	Procès-verbaux de réunions du conseil d'administration.	1923-1969

PATRIMOINE**Société anonyme des établissements François (SAEF) et Docks de France**

257 J 3-12	Achats et de ventes d'immeubles commerciaux : actes notariés, statuts, procès-verbaux de conseils d'administration et d'assemblées générales, bilans financiers, bulletin des annonces légales.	
257 J 3-4	Établissements Bayard, propriété de Monsieur Maury.	1924-1965
25 J 5	Société anonyme à responsabilité limitée, SARL Maury.	1919-1965
257 J 6	Société Dubreuil.	1944-1965
257 J 7	Société Monédor	1939-1965
257 J 8	Société anonyme des établissements Octave Michelet et fils [contient quatre cartes postales représentant les magasins de Pau, Lourdes, Oloron-Sainte-Marie et une non identifiée]	1922-1939
257 J 9-10	Le Foyer [contient les contrats des gérants et des contrats d'apprentissage].	1922-1966
257 J 9	1922-1956	1922-1956
257 J 10	1957-1966	1957-1966
257 J 11	Fusion des sociétés Maury, Monédor, Bayard, le Foyer, avec la société Établissements François.	1965-1966
257 J 12	Société bordelaise de valeurs immobilières, SOBOVAM, société civile immobilière.	1965-1971
257 J 13	Société civile immobilière de construction domaine du château de Burck le centre commercial, construction d'un ensemble immobilier à usage commercial à Mérignac, Gironde, cessions à Immobilière Super Marchés, ISM (1963): statuts de l'association syndicale (1961) et de la société civile immobilière (1962), plans, devis descriptif, souscription de la SAEF.	1961-1963
257 J 14	Baux passés entre la SAEF, Docks de France et Immobilière Super Marchés, ISM et la Société bordelaise mixte de construction et d'urbanisme : dossiers individuels [le dossier Dupeux à Mérignac contient une photographie du magasin SUMA].	1966-1972

FINANCES**Docks de France**

257 J 15-22	Registres des inventaires des succursales par numéro d'ordre des succursales.
--------------------	---

257J15-16	1916-1923	
257J15	Succursales 1 à 212	1916-1923
257J16	Succursales 1 à 233	1916-1923
257J17-18	1923-1929	
257J17	N°1 à 126	1923-1929
257J18	N°127 à 257	1923-1929
257J19	1929-1935 (n°1 à 349) [contient la liste numérotée des succursales]	1929-1935
257J20	1935-1947 (n°1 à 349)	1935-1947
257J21-22	1948-1952	
257J21	N°1 à 200	1948-1952
257J22	N°201 à 349	1948-1952
PERSONNEL		
257J23-58	Fiches individuelles du personnel de la SAEF et des Docks de France, sorti avant et après 1967, classées par ordre alphabétique.	1923-1972
257J23-24	Lettre A	
257J23	1923-1967	1923-1967
257J24	1967-1972	1967-1972
257J25-29	Lettre B	
257J25	Ba-Bal	1923-1967
257J26	Bat-Ber	1923-1967
257J27	Bes-Bos	1923-1967
257J28	Bou-Bu	1923-1967
257J29	1967-1972	1967-1972
257J30-33	Lettre C	1923-1967
257J30	Ca-Cay	1923-1967
257J31	Caz-Ci	1923-1967
257J32	Cl-Cou	1923-1967
257J33	Cr-Cu et après 1967	1923-1972
257J34-37	Lettre D	1923-1967
257J34	Da-Dela	1923-1967
257J35	Delb-Do	1923-1967
257J36	Dr-Dup	1923-1967
257J37	Dur et après 1967	1923-1972
257J38	Lettre E	1923-1967
257J39-40	Lettre F	
257J39	Fa-Fo	1923-1967
257J40	Fr-Fu	1923-1967
257J41	Ga-Gl	1923-1967
257J42	Go-Ha	1923-1967
257J43	He-Hu avant 1967 et G-H après 1967	1923-1972
257J44	I-J-K	1923-1967
257J45-48	Lettre L	
257J45	Lab-Laj	1923-1967
257J46	Lal-Las	1923-1967
257J47	Lat-Les	1923-1967
257J48	Let-Ly	1923-1967
257J49	I-J-K-L	1967-1972
257J50-51	Lettre M	
257J50	Mac-Mar	1923-1967
257J51	Mas-Mir	1923-1967
257J52	Mit-O	1923-1967

257J53	M-N-O	1967-1972
257J54	Pac-Per	1923-1967
257J55	Pes-Pu	1923-1967
257J56	P	1967-1972
257J57	Q-R	1923-1972
257J58	S-Z	1967-1972
257J59-62	Gérants	
257J59-60	Fiches individuelles	
257J59	A-M	1939-1993
257J60	N-Z	1939-1993
257J61	Répertoires des avoirs en caisse.	1939-1947
257J62	Registre des adhérents à «l'amicale-secours-gérants».	1930-1961
257J63-67	Répertoires du personnel	
257J63-65	Docks de France	
257J63-64	Le second registre est la copie du premier réalisée en 1958	1908-1956
257J65	Registre des entrées et sorties du personnel clos en 1964	1964
257J66	Répertoire du personnel des établissements Maurin clos en 1947	1947
257J67	Répertoires du personnel des établissements Bayard et Maurin clos en 1947	1947
257J68	Registres des travailleurs étrangers employés par les établissements François et Docks de France clos en 1987	1987
257J69-71	Registres des salaires	
257J69	Établissements Bayard (5 registres) (1941-1965), Dubreuil (1 registre) (1941-1953), Bergerac (2 registres) (1923-1939).	1923-1965
257J70	Établissements Maurin.	1950
257J71-	Docks de France (10 registres dont 3 du personnel de direction) (1925-1955) (7 des autres personnels) (1941-1985).	1925-1985
257J72-75	Déclarations des traitements et salaires du personnel du siège des Docks de France et du nouveau siège de Nantes à partir de 1954 et des gérants à partir de 1936	
257J72	1919-1949 (lacune 1939 et siège pour 1940)	1919-1949
257J73	1950-1959 (les déclarations du personnel de Nantes de 1930 à 1945, trouvées par ailleurs sont intégrées dans cette liasse)	1950-1959
257J74	1960-1964	1960-1964
257J75	1965-1967	1965-1967
257J76	Registres de pointage des arrêts-maladies.	1962-1989
257J77	Registres des contrôles techniques et hygiène et sécurité.	1961-1987
257J78	Adhésion des Docks de France aux caisses de retraite et de prévoyance.	1977-1980

257J79	Supports des formations dispensées au personnel : conduite de chariots [1986], permis de cariste [s.d], démarche qualité (2001), livret de suivi individuel de formation (2002), <i>Gérer les absences et les congés</i> par l'Institut de formation de l'excellence du groupe Auchan (2005). <i>Voir aussi 257J83</i>	[1986]-2005
257J80	Comptes rendus de réunions des comités d'entreprises SUMA, Mammouth et Doc François.	1984-1986
257J81	Bilans financiers (1989-1990) et sociaux (1996), bilans des cadres (1995), mise à jour de la convention collective des magasins de vente et d'approvisionnement général Docks de France ouest (1990)	1989-1996
COMMUNICATION		
257J82	« La lettre d'information » des Docks de France (1988-1995), « Horizons », magazine des collaborateurs d'Auchan Hypermarchés France (1997).	1988-1997
257J83	7 affiches de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) et 9 affiches des Docks de France à l'appui des stages de formation, papier kraft siglé DOC.	[s.d]
257J84	8 photographies : 1 du siège social de Tours, 1 des entrepôts, 1 magasin Mammouth, 1 magasin SUMA, 1 magasin Super Pakbo, 1 magasin ATAC, 1 magasin DOC, 1 magasin 7J, format 30 x 20.	[s.d]
257J85	42 étiquettes promotionnelles.	[s.d]

INDEX

Les noms de personnes sont en capitale romaine, les noms d'organismes et d'associations en minuscule romaine avec l'initiale en majuscule, les noms géographiques en minuscule italique et les mots matières en minuscule romaine. La référence est faite à la cote de l'article, lorsque le nom est cité en note, la lettre « n » suit le numéro de la cote.

ATAC 257 J 84
 Auchan 257 J 79, 82
 Bayard 257 J 3, 4, 11, 67, 69
Bergerac 257 J 69
 Château de Burck 257 J 13
 DOC 257 J 83, 84
 Docks de France 257 J 14, 63-65, 68, 71, 72-75, 78, 81, 82
 Dubreuil 257 J 6, 69
 Dupeux 257 J 14
 Établissements Octave Michelet et fils 257 J 8
Gironde 257 J 13
 ISM 257 J 14
 Le foyer 257 J 9, 10, 11
Lourdes 257 J 8
 Mammouth 257 J 80, 84
 Maurin 257 J 66
 Maury 257 J 3, 4, 5, 11, 67
Mérignac 257 J 13, 14
 Monédor 257 J 7, 11
Nantes 257 J 72-75
Oloron-Sainte-Marie 257 J 8
Pau 257 J 8
 7J 257 J 84
 SOBOVAM.....257 J 12

Société anonyme des établissements François 257 J 1, 2, 11, 13, 14, 68, 80

Société bordelaise mixte de construction et d'urbanisme 257 J 13, 14

SUMA 257 J 14, 80, 84

Super Pakbo 257 J 84

Tours 257 J 84

TABLE DES MATIERES

Introduction	p. 2-15
Bibliographie	p. 16
Sources complémentaires	p. 17
Plan de classement	p. 18
Répertoire	p. 19-23
Index	p. 24-25